

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS50/11
20 janvier 1999

(99-0187)

Original: anglais

INDE – PROTECTION CONFÉRÉE PAR UN BREVET POUR LES PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET LES PRODUITS CHIMIQUES POUR L'AGRICULTURE

Recours à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends

La communication ci-après, datée du 14 janvier 1999, adressée par la Mission permanente des États-Unis à la Mission permanente de l'Inde et au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément aux articles 21:5 et 4 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Les autorités de mon pays m'ont chargé de demander l'ouverture de consultations avec le gouvernement indien au sujet de l'*Ordonnance de 1999 sur les brevets (modification)*, promulguée pour mettre en œuvre les décisions et recommandations de l'Organe de règlement des différends dans l'affaire "Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture" (DS/50). Les États-Unis sont préoccupés par le fait que l'Ordonnance instaure un système de droits exclusifs de commercialisation qui n'est pas conforme aux règles de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce ("ADPIC"). En conséquence, le régime juridique indien reste incompatible avec les obligations que l'Inde a contractées dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC, y compris l'article 70. Les États-Unis souhaitent discuter de leurs préoccupations concernant l'Ordonnance avec les fonctionnaires du gouvernement indien à leur plus prompt convenance, afin de soumettre la question au groupe spécial initial conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends ("Mémoire d'accord") si une solution mutuellement satisfaisante n'est pas trouvée.

Le gouvernement des États-Unis est d'avis que l'article 21:5 du Mémoire d'accord n'oblige pas les États-Unis à engager des consultations formelles avec l'Inde avant de demander que ces mesures soient examinées au titre dudit article. Sans préjudice de cette position, au cas où de telles consultations seraient nécessaires, l'Inde devrait considérer que cette demande est présentée conformément à l'article 4 du Mémoire d'accord.

J'attends votre réponse à la présente demande et j'espère qu'une date mutuellement acceptable pourra être fixée pour les consultations.
